

Déclaration de l'UNSA Education au CDEN de l'Hérault du mercredi 24 octobre 2012.

Monsieur le Président de Conseil départemental de l'Education Nationale,

Ce Conseil Départemental se déroule pendant une période de changement pour l'école publique. Ce changement l'UNSA Education le souhaite profond et majeur, pour permettre à notre système éducatif public, gratuit et laïque de remplir sa fonction d'enseignement, d'éducation et d'émancipation de tous les futurs citoyens de notre pays.

Souhaitons que les antiques conservatismes, conjugués aux habitudes néfastes prises ces dernières années, ne freinent pas les nécessaires changements.

Car le triste bilan de plus de 5 années de sape budgétaire de l'Ecole Publique est bien là.

Au total ceux sont près de 150 classes, plus 90 postes d'enseignants spécialisés et plus de 60 postes de titulaire remplaçant qui ont disparu dans le premier degré, alors que la population scolaire était en constante augmentation. Le seuil d'ouverture pour une classe supplémentaire, dans une zone qualifiée d'intermédiaire (catégorisation qui a elle même disparu) est passée sur cette période de 25,73 à 27,7 en élémentaire et de 28 à 30,3 en maternelle, progressant ainsi de 2 élèves de plus. Oui, les conditions d'accueil des élèves se sont fortement dégradées !

Il en est de même pour les établissements du 2nd degré. Avec en plus une tendance fortement aggravée au recours aux heures supplémentaires et aux postes fractionnés devant la disparition massive de postes d'enseignants.

Cette détérioration des conditions d'accueil des élèves et des conditions d'enseignement se corrèle avec une malheureuse détérioration des conditions d'existences de nos élèves et de leurs familles. Mais si certaines statistiques ou moyennes départementales ont fait état d'une amélioration des catégories socioprofessionnelles, on ne peut occulter les derniers chiffres de l'Insee. Mr le Recteur en fait d'ailleurs état dans le bilan académique : certaines villes, certains quartiers, certaines zones rurales ont décroché ... la souffrance sociale, dans tous les sens du terme, y est quotidienne.

Ces constats, l'Unsa Education et ses organisations syndicales les ont faits dans toutes les instances, parfois taxés d'oiseaux de mauvais augure, parfois renvoyés à notre vision troublée par le ressenti du terrain, victimes d'un manque d'information ou pire encore, suspectés de travestir la réalité des chiffres...

Cette politique subie par les élèves et par les personnels de l'Education Nationale, toutes catégories confondues, pèse lourdement sur cette rentrée et sur la préparation de celle de 2013. L'Unsa-Education vous demande instamment, Monsieur Le Président, de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour que le département de l'Hérault retrouve très rapidement les moyens perdus au plus grand bénéfice des élèves, des parents usagers et de tous les personnels.

Si nous voulons, comme le rapport sur la Refondation l'écrit, que notre Ecole Publique soit un grand service Public National lieu d'acquisitions, d'apprentissages, et de réussite pour tous les élèves, facteur d'intégration sociale et instrument de la promesse républicaine, il est nécessaire que les personnels et leurs représentants soient respectés, écoutés et associés dans la mise en œuvre des changements à venir tant au plan national qu'au plan local.

L'UNSA Education prendra toute sa part dans cette mise en œuvre.

Pour en terminer, l'UNSA Education réitère sa demande de voir les instances consultatives et décisionnelles concernant la carte scolaire dans le département de l'Hérault (CHSCT et CDEN) se réunir deux fois en février et avant la rentrée scolaire.